

Impact de la crise financière sur les Objectifs du Millénaire pour le Développement dans les pays en voie de développement: «cas de la Tunisie»

RIADH BECHIR*, MOHAMED ARBI ABDELADHIM**,
SAÏD MILOUD DHIFALLAH***, MONGI SGHAIER**

Jel classification: O13, Q18

Introduction

Dans leur Déclaration du Millénaire (2000), les Nations Unies ont défini huit objectifs de développement – les Objectifs du Millénaire pour le développement (OMD) – qui fixent un ordre du jour ambitieux et visent à améliorer les conditions de vie d’ici l’an 2015. Cette Déclaration recommande l’adoption de stratégies susceptibles de favoriser leur réalisation. Une série d’indicateurs a été sélectionnée afin de mesurer les progrès accomplis sur la voie de la réalisation de chacun des objectifs (UNESCO, 2004). Dans un contexte international caractérisé par la flambée de prix des denrées alimentaires et des carburants, l’accélération du changement climatique, ainsi que la crise financière chronique, la réalisation des OMD se trouve confrontée à des défis énormes. Les prédictions initiales, traitant la crise financière, et qui énonçaient que les pays en voie de développement resteraient à l’abri des turbulences financières, se sont avérées très optimistes. En effet, l’impact sur les pays les plus pauvres est démontré et prévu pour être plus élevé, même si celui-ci varie selon la vulnérabilité des pays aux chocs économiques

Abstract

Sustainable development is regarded today as a goal which has to be reached by all countries. Therefore cooperation for development is more than ever necessary to face the global challenges such as poverty, human health, food crisis etc. Cooperation is all the more crucial as the Millennium Development Goals (MDGs), adopted in 2000, are gaining consensus at the international level. To achieve this objective all countries have to commit themselves to creating a favourable and dynamic international economic environment. However the current financial and economic crisis is posing many constraints and difficulties to the achievement of the MDGs by the year 2015.

The aim of this work is to analyse the concept of financial crisis by illustrating the causes and the consequences of the current crisis and its effects on the global economy with special reference to the situation in Tunisia.

Keywords: Financial crisis, Millennium Development Goals, Tunisia.

Résumé

La notion de développement durable se présente aujourd’hui comme un objectif à atteindre par tous les pays. Pour cela, la coopération au développement est une solution nécessaire à des défis mondiaux tels que la pauvreté, la santé humaine, les crises alimentaires, etc. Cette coopération est d’autant plus cruciale que les Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD), adoptés en 2000, gagnent le consensus de la communauté internationale. Pour réaliser ces objectifs, il est dans l’intérêt de tous les pays du monde d’assurer un environnement économique international dynamique et favorable. Mais la crise financière et économique actuelle provoque des conditions défavorables et des difficultés pour la réalisation de ces OMD à l’horizon 2015. Le présent travail tente d’analyser la notion de crise financière en décrivant les causes et les conséquences de la crise actuelle et ses effets sur l’économie mondiale, tout en prêtant une attention particulière au contexte Tunisien.

Mots-clés: Crise financière, crise des subprimes, Objectifs du Millénaire pour le Développement, Tunisie.

extérieurs. Plusieurs canaux de transmission directe et indirecte de la crise financière vers les pays en développement peuvent être identifiés. On peut ainsi évoquer le problème de liquidité et de contagion financière, la baisse des investissements directs étrangers ou le recours aux marchés financiers internationaux. Les pays africains sont particulièrement vulnérables car ils ne disposent pas des ressources nécessaires pour redresser leur situation et le développement est fortement dépendant des flux des capitaux privés. La crise financière risque ainsi de freiner, d’une part, les progrès réalisés sur le plan de la croissance économique, et d’autre part, les Objectifs du Millénaire pour le Développement. La Tunisie ne pourrait pas être à l’abri de la crise en dépit de sa situation économique avantageuse par rapport aux divers pays africains.

Après une analyse du système monétaire international et le rappel de la crise financière, ce travail présentera les objectifs du millénaire pour le développement et l’état de réalisation de ces objectifs en Tunisie. Il traitera brièvement de l’effet de la crise financière dans les pays en voie de développement en s’efforçant de démontrer leur impact sur la réalisation des OMD, en particulier pour le cas tunisien. Il énoncera enfin quelques recommandations aptes à surmonter cette crise.

1. Approche méthodologique

Le rappel du système monétaire international, des crises qu’il a connues, dans ses manifestations et ses causes, servira de cadre à notre analyse.

* Laboratoire Economie et Sociétés Rurales (LESOR) Institut des Régions Arides, Médenine et Institut Supérieur de Gestion Gabès, Tunisie.

** Institut des Régions Arides Médenine, Tunisie.

*** Institut supérieur de Gestion Gabès, Tunisie.

1.1. Analyse théorique du système monétaire international et de la notion de crise

Le système monétaire international est un ensemble de règles et de mécanismes qui permettent le paiement des transactions entre les résidents. Il comprend des réglementations et des conditions d'ajustement qui s'imposent aux politiques nationales, notamment en matière de taux de change. C'est historiquement, en 1880, qu'a été mis en place le système de l'étalon-or, qui a cessé d'exister à la vielle de la grande guerre de 1914. Dans ce système, chaque monnaie nationale était présentée par un certain poids d'or, et l'or fut le support qui justifiait la valeur de la monnaie; l'émission de monnaie nationale était liée aux réserves en or détenues par chacune des banques centrales. A partir de 1922, l'étalon-change-or se substitue à l'ancien système. Dans ce nouveau système, des monnaies (dollars et livre sterling) vont servir d'équivalents à l'or. Après la deuxième guerre mondiale, les accords de Bretton Wood ne vont retenir que deux liquidités internationales, l'or et le dollar: le dollar est convertible sans limite à la Banque Centrale par l'or et au taux fixe de 35\$ l'once d'or.

Le terme de crise financière s'emploie pour désigner un ensemble assez large

qui inclut notamment la crise de change, la crise bancaire et la crise boursière. Une crise financière peut être d'échelle différente puisqu'elle peut être régionale, nationale, mondiale. Elle peut même concerner un seul agent qui est l'entreprise. Selon Pareto V (1964), une crise financière peut être définie comme «une oscillation de grande ampleur affectant tout ou partie d'un ensemble de variables financières: volumes d'émission et cours des obligations ou des actions, encours de crédits et de dépôts bancaires, taux de change» (Steiner P., 1995). Généralement, la crise financière est la conséquence d'un problème de confiance sur les marchés financiers. Traditionnellement, la crise prend l'ordre suivant: crise boursière ou de change, ensuite crise économique et enfin faillite bancaire. Mais les nouvelles formes de crises s'expriment par des faillites ou difficultés bancaires, ensuite par une crise monétaire, puis une crise financière qui engendre des crises économiques (Emmanuel N., 2007). Notons, à titre d'exemple, la crise déclenchée en 1929 suite au krach boursier de Wall Street qui a touché l'économie américaine et a ensuite affecté l'é-

conomie mondiale. En octobre 1929, l'annonce de la baisse des bénéfices des industries poussa les spéculateurs à vendre leurs actions pendant que le cours de Wall Street était encore élevé. Cette vente entraîna une chute encore plus rapide des actions sans pour autant trouver de preneurs. La ruine des centaines de milliers d'actionnaires qui a suivi affecta ensuite le système bancaire. Le graphique 1 résume les séquences de ce qui fut la plus grave crise économique de l'histoire.

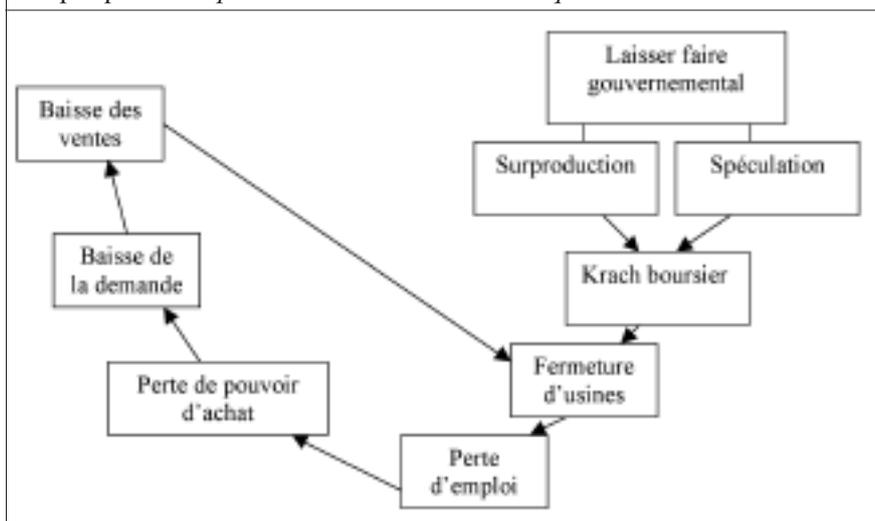
A la fin de 1994 et au début de 1995 la crise mexicaine ouvre un nouveau cycle de crise. Elle est suivie deux ans plus tard, en juillet 1997, par la crise thaïlandaise qui se propagea à une large partie de l'Asie (1997 et 1998) frappant la Corée, la Malaisie, l'Indonésie et les Philippines. En août 1998, se manifesta aussi la crise en Russie, au Brésil au début de 1999 et enfin en Turquie, à la fin de 2000. Récemment, aux Etats-Unis, en 2008, la crise de «subprimes» mit dangereusement en péril les équilibres du système financier mondial.

1.2. Cause de la crise financière

La crise financière actuelle est due aux crédits hypothécaires à haut risque,

«subprimes», accordés par les banques américaines à la classe moyenne. Ces prêts sont consentis à des taux d'intérêt variables et de niveau élevé. Ces crédits ont connu une expansion durant la période 2001-2006 à cause de la politique monétaire américaine qui a diminué le taux directeur de la Réserve Fédérale (Fed) à 1% en juin 2003, contre 6.5% fin 2000. En 2006, les crédits

Graphique 1 – Explication des causes et conséquences de la crise de 1929.



“subprimes” ont représenté 24% des nouveaux crédits immobiliers octroyés aux Etats-Unis. En fin d'année, leur encours atteignait près de 13% du total des crédits hypothécaires aux Etats-Unis (10.200 milliards de dollars), contre 8,5% en 2001 (Bilman et al., 2007).

La hausse brusque et rapide des taux d'intérêt directeurs de la Fed, amorcée en juin 2004 dans le cadre de normalisation de la politique monétaire américaine, a causé des difficultés de remboursement. Les banques, confrontées à un coût de l'argent plus élevé pour financer leurs besoins, ont répercuté ces conditions plus sévères sur leur clientèle. La crise financière américaine s'est rapidement propagée sur les marchés financiers internationaux. La courroie de trans-

mission a été la titrisation qui consistait à transférer des actifs risqués à des tiers, moyennant des instruments d'investissement complexe. Ces instruments financiers jugés trop risqués n'ont plus pu être cotés sur les marchés. C'est ainsi qu'une crise de confiance s'est généralisée sur le système financier international, générant elle-même une crise de liquidités, et par la suite l'étranglement des crédits qui a directement enrayé l'activité économique. Comme conséquence, l'économie de tous les pays a été affectée de manière plus ou moins prononcée, via une réduction de la croissance économique et une hausse du chômage.

1.3. Les Objectifs du Millénaire pour le développement

Le sommet de la terre, tenu à Rio de Janeiro en 1992, a imposé le développement durable comme objectif majeur à atteindre pour les pays développés et les pays en développement. Pour dresser le bilan du Sommet de la Terre, en 2002 a été organisé un sommet mondial du développement durable à Johannesburg. Ce Sommet s'est donné pour objectif la relance et la concrétisation de l'accord mondial appelé Plan d'Action 21, notamment dans les domaines de l'inclusion sociale, de la régulation des marchés mondiaux, des transferts de technologies propres, des changements des modes de production et de consommation etc. Le plan de mise en œuvre s'inscrit dans les engagements des huit Objectifs du Millénaire pour le développement adoptés en 2000. Les Objectifs du Millénaire pour le Développement sont un ensemble d'objectifs d'amélioration du niveau de vie et de promotion des droits humains, assortis des cibles chiffrées à atteindre par les Etats membres de l'ONU à l'horizon 2015.

Les huit objectifs sont les suivants:

- Objectif 1: Réduire l'extrême pauvreté et la faim,
- Objectif 2: Assurer l'éducation primaire pour tous,
- Objectif 3: Promouvoir l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes,
- Objectif 4: Réduire la mortalité infantile,
- Objectif 5: Améliorer la santé maternelle,
- Objectif 6: Combattre le VIH/sida, le paludisme et d'autres maladies,
- Objectif 7: Assurer un environnement durable,
- Objectif 8: Mettre en place un partenariat mondial pour le développement.

Notons ici que pour atteindre les OMD, la nécessité s'impose de faire appel aux efforts des Etats, des organisations internationales, des ONG, de la société civile etc. Ces objectifs s'inscrivent, en effet, dans le cadre d'un partenariat entre les pays en développement et les pays développés.

2. Résultats et discussion

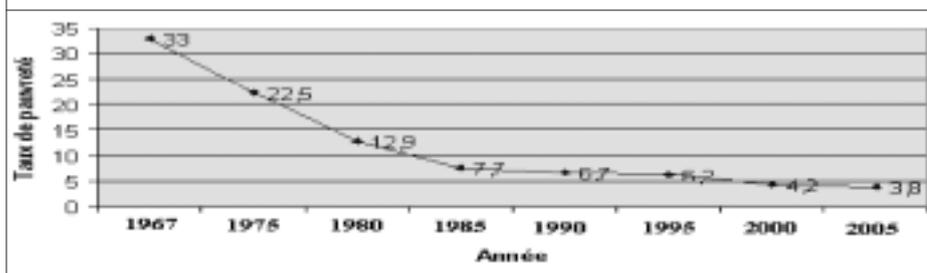
La crise financière mondiale a mis en péril la réalisation des Objectifs du millénaire pour le développement et a montré l'urgence de promouvoir le développement car les pays en voie de développement sont spécialement vulnérables

à cause de la baisse des volumes d'exportation, du ralentissement de la demande nationale, du déclin des investissements étrangers, etc.

2.1. Les effets de la crise financière sur les OMD

La crise financière actuelle risque de réduire les progrès réalisés sur le plan de la croissance économique et des objectifs du Millénaire pour le développement. En effet, en 2008 l'aide publique au développement des pays développés a atteint 119,8 milliards de dollars, c'est-à-dire 0.3% du revenu national brut de ces pays. L'objectif est d'atteindre un pourcentage de 0.7% du revenu national des pays donateurs d'ici l'an 2015, mais comme la crise mondiale a provoqué des pressions sur les budgets de l'aide des pays donateurs, la réalisation de cet objectif s'en trouve freinée. La forte croissance économique de plusieurs pays en développement durant la dernière décennie laissait espérer que l'objectif de réduction de la pauvreté dans le monde pouvait être atteint, mais le triple choc alimentaire, pétrolier et financier crée de nouveaux risques. A moyen terme, la proportion de personnes pauvres dans les pays en développement devrait diminuer, quoique à un rythme inférieur aux prévisions, compte tenu du ralentissement de la croissance économique de ces pays. La crise alimentaire et la nouvelle crise financière mondiale annulent les progrès accomplis dans la lutte contre la faim et la malnutrition. Avant le début de la crise alimentaire en 2007, quelques 850 millions de personnes dans les pays en développement étaient menacés par la malnutrition. Ce chiffre a augmenté à 960 millions en 2008 et devrait dépasser 1 milliard en 2010, inversant ainsi la tendance à la baisse de la proportion de personnes souffrant de la faim et compromettant gravement les chances de réduire cette proportion de moitié à l'horizon 2015 (ONU, 2009). Des progrès relativement solides ont été réalisés pour atteindre l'égalité des sexes dans l'enseignement primaire et secondaire, mais les perspectives sont, malgré cela, moins favorables pour ce qui est de la parité dans l'enseignement supérieur et des objectifs d'autonomisation des femmes, tels que l'accroissement de la proportion de femmes salariées dans le secteur non agricole. Les objectifs d'égalité des sexes rencontrent de nouveaux obstacles, l'expérience des crises passées montrant que les femmes sont en général plus affectées que les hommes, ce qui rend nécessaire d'accorder une plus grande attention aux problèmes des femmes. Les perspectives sont les plus sombres dans le secteur de la santé; l'on s'attend à une réduction de la mortalité maternelle et infantile très inférieure à l'objectif visé. S'agissant de l'objectif d'arrêter la propagation des grandes maladies transmissibles, telles que le VIH/sida et le paludisme, et de commencer à en inverser la tendance, des progrès encourageants ont été réalisés, mais les OMD ne pourront être atteints dans ce domaine que si les actions s'accélèrent (ONU, 2009). Notons ici qu'en même temps que le pouvoir d'achat des pauvres est menacé, le

Graphique 2 – Evolution du taux de pauvreté en Tunisie entre 1966 et 2005 (%).



coût de plusieurs médicaments essentiels a enregistré, conséquence de la crise, une hausse remarquable. Quant à l'amélioration des services d'assainissement de base, l'objectif est également loin d'être atteint pour les pays en développement. Entre 2005 et 2008, l'augmentation des prix alimentaires a causé, selon l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, la hausse du nombre de personnes vivant à la misère pour atteindre 200 millions. Le ralentissement de la croissance causé par la crise financière va renforcer l'impact des prix élevés des produits alimentaires sur la pauvreté. Selon les projections de l'organisation internationale du travail, il pourrait y avoir, à cause de cette crise, 30 millions de nouveaux chômeurs en 2009, dont 23 millions dans les pays en développement. En Afrique subsaharienne et en Asie du Sud, qui ont une forte proportion de pauvres, le ralentissement de la croissance élimine essentiellement toute chance de voir reculer la pauvreté en 2010. S'agissant des effets à long terme de la crise financière sur le développement humain, ils pourraient être plus graves que ceux observés à court terme. Par exemple, la détérioration de l'état de santé des enfants sous-alimentés peut être irréversible, en termes de retard de croissance et de développement. La crise financière aggravera ces effets chez les ménages pauvres qui verront leur situation alimentaire se détériorer.

2.2. L'impact de la crise financière actuelle sur la Tunisie

2.2.1. Etat de réalisation des OMD en Tunisie

La Tunisie est l'un des pays qui a progressé dans la réalisation des objectifs du millénaire pour le développement. En ce qui concerne la réduction de la pauvreté, le taux de pauvreté est passé de 6,7% en 1990 à 3,8% en 2005, mais on peut signaler l'existence d'un déséquilibre entre les diverses régions du pays; ainsi, ce taux atteint 1,2% pour la région du Centre-Est et respectivement 12,8% et 5,5%, pour les régions du Centre-Ouest et Sud-Ouest. L'objectif fixé en Tunisie est d'atteindre un taux de 2% à l'horizon 2015 (Graphique 2).

La Tunisie a déployé des efforts considérables pour concrétiser l'objectif de l'éducation pour tous. Dans ce contexte, la loi de 1958 a instauré la gratuité de l'enseignement et l'obligation de scolarité. La loi de 23 juillet 2002 vient de consolider ce processus pour être en conformité avec les conventions internationales. L'article premier de cette loi de 2002 énonce en effet que «l'enseignement est un droit fondamental garanti

à tous les Tunisiens, sans discrimination fondée sur le sexe, l'origine sociale, la couleur ou la religion» (Tableau 1). Ces lois sont consolidées par un programme national d'éducation des adultes adopté en 2002. Concernant l'objectif de «l'élimination des disparités entre les sexes dans les enseignements primaire et secondaire et à tous les niveaux de l'enseignement», il a été atteint depuis quelques années par la Tunisie.

Pour le quatrième objectif qui a trait à la réduction de la mortalité infantile, depuis l'indépendance la Tunisie a mobilisé d'importants investissements dans le domaine de la santé, au niveau des infrastructures et au niveau de la formation des personnels médicaux et paramédicaux. En outre, l'amélioration des conditions de vie de la population a influencé positivement l'état nutritionnel des enfants. Le taux de mortalité infantile est passé de 40 décès/1.000 naissances en 1995 à 23,41 en 2008 (Tableau 2).

Dans le domaine de la santé, plusieurs ressources ont été mobilisées, en particulier pour la santé maternelle. Dans ce contexte, des progrès remarquables ont été réalisés notamment en matière de couverture par les consultations prénuptiales, de surveillance prénatale et d'accouchements en milieu assisté (Graphique 3). Il est à remarquer que des efforts importants ont été déployés pour atteindre le cinquième objectif qui consiste à faire baisser le taux de mortalité maternelle; ce taux était de 29,6 pour 100 000 naissances en 2005 et devrait atteindre 18,7 d'ici l'an 2015.

Concernant le septième objectif, et pour plusieurs raisons liées à la culture, à l'économie et à l'amélioration des conditions de vie, l'infection par le VIH/SIDA est peu acti-

Tableau 1 – Evolution du taux de scolarisation des populations entre 6-14 ans en Tunisie (%).

Année	1975	1984	1994	2004
Masculin	70	82,8	89	94,3
Féminin	49,3	68,7	83,2	93,4
Total	59,9	75,9	86,2	93,9

Source: INS

Tableau 2 – Evolution du taux de mortalité infantile en Tunisie (%).

Année	1985	1990	1995	2000	2005	2008	Objectif en 2015
Taux de mortalité infantile	7	52	40	31	25	23,4	17

Source: INS

ve en Tunisie. Signalons que 25 ans après la découverte du premier cas, le nombre de Tunisiens infectés a atteint 1873 en 2008.

En outre, et dans le but d'assurer un environnement durable, plusieurs politiques et actions et conventions internationales liées à l'utilisation des terres et des ressources en eau ont été promues par la Tunisie. A ce sujet, il est bon de citer les programmes suivants:

- les programmes de conservation des eaux et du sols (CES),
- le Programme national de lutte contre la désertification,
- les programmes d'économie d'eau et d'incitation à l'irrigation (par des subventions),
- l'adhésion de la Tunisie aux Conventions internationales sur le changement climatique, sur la diversité biologique et de lutte contre la désertification.

Ces politiques sociales conduites ont favorisé l'accès des populations rurales à l'eau, à l'électricité ou aux infrastructures de communication (Tableau 3).

Pour assurer un partenariat mondial pour le développement, la Tunisie a signé plusieurs accords qui ont pour objectif d'améliorer les situations socio-économiques et environnementales dans les pays tels l'accord avec L'OMC en 1993 et avec l'Union Européenne en 1996. En plus, en 1995, un Programme de Mise à Niveau (PMN) est entré en vigueur ayant pour objectif de renforcer la capacité concurrentielle des entreprises, d'encourager le partenariat industriel et de renforcer l'environnement socio-économique de l'entreprise tunisienne.

2.2.2. Les impacts immédiats de la crise financière

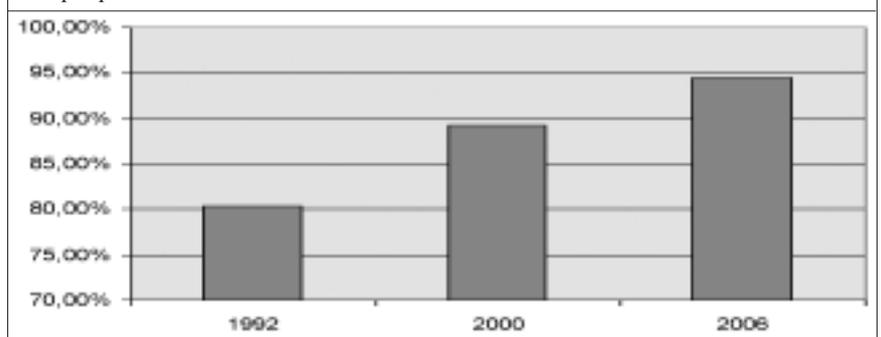
Les banques tunisiennes sont peu liées au marché financier international et elles ne disposent pas de beaucoup d'actifs à l'étranger. Elles ne sont donc pas directement concernées par la crise des crédits et des subprimes. En outre, la Tunisie n'a aucun placement auprès des établissements en faillite. En ce qui concerne la bourse de Tunis, il est à noter que la part des étrangers dans la capitalisation boursière ne dépasse pas les 25% détenus par des actionnaires et non par des investisseurs financiers. Une étude réalisée par l'intermédiaire en bourse Maxula⁵ sur l'impact de la crise financière internationale sur la Tunisie a montré que le secteur financier n'a pas subi les effets directs de la crise financière en raison d'un système de titrisation trop limité et de prêts financiers accordés à des taux d'intérêts fixes prenant en compte la capacité de remboursement des bé-

néficiaries. En plus, cette étude a conclu qu'il pourrait y avoir des conséquences négatives, mais avec des effets minimes, qui toucheraient le marché financier tunisien initialement à travers une hausse de la prime de risque attachée à la dette. Ainsi, le marché financier pourrait voir la réticence des investisseurs pour tout actif lié au crédit, et même les investissements pourraient diminuer au cours des prochaines années à cause de cette conjoncture (Le quotidien tunisien, 2010).

2.2.3. Les impacts indirects de la crise financière

Pour ce qui est des impacts indirects, il est évident que si l'économie mondiale entre dans une phase de récession son impact sera direct sur l'économie tunisienne. Certains points de vue soutiennent l'idée que la débâcle financière n'aura que peu d'effets sur les conditions de vie des tunisiens, sur les salaires et les emplois et de ce fait, elle n'influera guère sur la réalisation de tous les objectifs du millénaire pour le développement à l'horizon 2015. En effet, si l'actuelle crise financière se transforme en crise économique suite à une forte baisse de la consommation mondiale, le rythme de croissance de l'économie tunisienne risque de ralentir étant donné que les échanges économiques se font à 80% avec l'Europe. Dans ce contexte, le taux de croissance du PIB est passé de 6.3% en 2007 à 4.6 % en 2008. Cela est dû essentiellement au ralentissement de l'activité dans la zone Euro, le plus grand partenaire commercial de la Tunisie. En effet, les exportations tunisiennes ont connu une baisse de 17.6% en 2009 et de 21.5% en 2008. En ce qui concerne le taux d'inflation, une augmentation a été enregistrée dans la période de début de crise passant de 3.2% en 2007 à 5 % en 2008 et ce taux s'est stabilisé à 3.7 % en 2009. Cette tendance inflationniste est due essentiellement à la flambée des prix des matériaux de construction et des denrées alimentaires. Le taux de chômage, principalement le chômage des diplômés, a

Graphique 3 – Evolution du taux d'accouchements assistés en Tunisie.



Source; Ministère Tunisien de la Santé.

Tableau 3 – Evolution du taux de la population ayant accès à l'eau de robinet en Tunisie.

Année	1994	2003	2004	2005	2006	2007
Milieu communal	35.3	97.7	97.9	98.3	98.5	98.6
Milieu non communal	25.1	38.8	52	53	53.6	54.1
total	7.1	78.8	83.3	84.1	84.5	84.8

Source: INVS

⁵ Maxula Bourse est l'un des intermédiaires du marché boursier tunisien.

progressé légèrement en 2009 (Tableau 5). Notons aussi que la crise mondiale a eu pour effet de supprimer 38.000 emplois au niveau des industries manufacturières. Cependant, des mesures conjoncturelles ont permis de préserver environ 82.000 emplois (Ministère du développement tunisien, 2010). Quant au secteur touristique, malgré la diminution du nombre de touristes entre 2007 et 2008, les recettes touristiques ont été marquées par une augmentation, passant de 3.077 millions de dinars tunisiens en 2007 à 3.390 millions de dinars en 2008.

En ce qui concerne l'évolution du flux des investissements directs étrangers (IDE) dans les régions intérieures de la Tunisie, il y a le risque de voir des entreprises, qui avaient l'intention de venir s'installer, différer leurs investissements. Selon le rapport de la Banque africaine de développement (BAD) de 2010, «*la crise n'a pas été seulement un défi à relever mais aussi des opportunités à saisir en matière de mobilisation de nouveaux flux d'investissements étrangers et de délocalisation des entreprises des pays industrialisés*»². Dans ce contexte, la Tunisie a adopté des mesures en vue de limiter les effets négatifs des chocs exogènes sur les entreprises exportatrices. Suite à cela, de nombreuses actions ont été entreprises pour promouvoir l'investissement et l'initiative privée dans ces régions intérieures du pays, ce qui a aidé à l'installation des complexes industriels dans les différents gouvernorats du pays. Ces actions sont réalisées à travers la mise en place d'un cadre législatif qui a permis l'implantation de plusieurs investissements extérieurs dans les régions de Béja, Siliana, Kairouan et Gafsa, et la création de 14000 emplois. D'autre part, dans un contexte de récession mondiale, des produits comme le textile ou les phosphates et les grands projets financés par l'IDE pourraient être touchés et se retrouver en crise. Afin de limiter les effets négatifs de la crise sur les exportations et l'emploi, l'Etat tunisien a décidé d'adopter un ensemble de mesures. L'Etat apporte ainsi un soutien financier et technique aux entreprises pour assurer leur compétitivité. Remarquons, enfin, que cette crise n'a pas modifié les programmes d'ouverture à l'économie mondiale mis en place par la Tunisie puisque les décideurs ont poursuivi la baisse des taxes douanières pour répondre aux engagements internationaux et stimuler les échanges économiques avec l'extérieur.

2.3. Quelles solutions à la crise financière

La réalisation des objectifs du millénaire pour le développement dépend d'une implication active de tous les acteurs responsables. En effet, pour les pays pauvres, il est nécessaire d'améliorer le mode de gouvernance et d'orienter les investissements afin d'accroître le

Tableau 4 – Etat de réalisation des OMD en Tunisie.

OMDs	Etat de réalisation en Tunisie
1. Réduire l'extrême pauvreté et la faim	Le taux de pauvreté a atteint 3,8% en 2005, l'objectif fixé en 2015 est d'atteindre un taux de 2%.
2. Assurer l'éducation primaire pour tous	Cet objectif est presque atteint par la Tunisie.
3. Promouvoir l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes	Cet objectif est atteint par la Tunisie depuis 2000.
4. Réduire la mortalité infantile	Le taux de mortalité infantile a passé de 40 décès/1000 naissances en 1995 à 23,41 en 2008, l'objectif fixé en 2015 est d'atteindre 17 décès/1000 naissances.
5. Améliorer la santé maternelle	Le taux de mortalité maternelle était de 29,6 pour 1000 naissances en 2005 et devrait atteindre 18,7 d'ici 2015.
6. Combattre le VIH/sida, le paludisme et d'autres maladies	L'infection en Tunisie par le VIH/SIDA est peu active.
7. Assurer un environnement durable	Depuis des années, plusieurs politiques, action et conventions internationales liées au développement durable ont été entreprises par la Tunisie
8. Mettre en place un partenariat mondial pour le développement	Pour assurer un partenariat mondial pour le développement la Tunisie a signé plusieurs accords qui ont pour objectif d'améliorer les situations socio économique et environnementale dans le pays.

niveau de vie des populations dans les domaines de la santé, de l'éducation.... Pour les pays riches, il s'agit de maintenir leur aide aux pays en développement. La crise mondiale actuelle a fait son apparition sur les marchés financiers des pays développés. Ainsi, ces pays doivent prendre des décisions pour stabiliser les marchés et engager des réformes pour assainir le système financier. Cela signifie que les pays développés doivent réaliser des actions coordonnées pour rétablir la confiance dans le système financier et atténuer l'impact de la crise mondiale sur les pays pauvres et les aider à rétablir une croissance solide et à regagner le terrain perdu sur la voie de la réalisation des OMD. En définitive, il convient de mettre en oeuvre les recommandations suivantes⁷:

- Soutenir le secteur privé et créer un climat plus propice à la reprise et la croissance de l'investissement privé, en s'engageant tout particulièrement à renforcer les systèmes financiers.
- Augmenter les efforts pour atteindre les objectifs du développement humain.
- Fournir une aide accrue aux pays pauvres touchés par la crise.

Tableau 5 – Evolution du taux de chômage et d'inflation en Tunisie.

Année	2006	2007	2008	2009
Taux de Chômage	14,3	14,1	14,2	14,7
Taux d'Inflation	4,5	3,2	5	3,7

Source: Ministère de développement et de la coopération internationale et DSS

▪ Préserver l'ouverture du système commercial et financier.

La croissance économique est indispensable pour faire reculer la pauvreté et atteindre les OMD. Par conséquent, il faut un secteur privé dynamique pour promouvoir la croissance et créer des emplois. Les autorités nationales doivent agir rapidement sur ce front, en mettant l'accent sur l'aide financière aux petites et moyennes entreprises qui jouent un rôle important dans la création d'emplois. En ce qui concerne le développement des infrastructures, la question urgente est l'aide financière à cause des difficultés financières auxquelles se trouvent confrontés les autorités nationales tout comme les investisseurs privés. Les institutions financières internationales devront jouer pour cela un rôle plus important à travers le financement des projets. Suite à la crise actuelle, il est aussi nécessaire d'accélérer la réalisation des objectifs du développement humain; il est urgent de renforcer essentiellement les programmes d'éducation et de santé, notamment la lutte contre les grandes maladies comme le VIH/sida et le paludisme, la consolidation des systèmes de santé et l'initiative pour l'accélération de l'éducation pour tous. De même, une priorité doit aller aux programmes de soins de santé primaire et de nutrition dans les zones rurales et les zones urbaines pauvres, en accordant une attention particulière aux besoins des femmes. La réalisation de ces objectifs montre l'important rôle de l'aide publique au développement (APD) en faveur des pays pauvres. Ces aides encouragent en effet la réalisation d'une croissance économiquement et écologiquement durable, c'est-à-dire une croissance qui atténue les changements climatiques tout en faisant face aux déficits politique, économique et social.

Conclusion

La crise financière des "subprimes" qui a débuté en 2007 a engendré des perturbations au niveau des marchés des économies développées, ce qui a mis en évidence les dysfonctionnements de l'économie mondiale. Si les effets de cette crise financière continuent à se manifester dans les divers pays du monde, ceci risque de remettre en cause les progrès économiques et sociaux réalisés durant la dernière décennie ainsi que la réalisation des objectifs du Millénaire pour le Développement. La Tunisie n'est pas à l'abri de cette crise, mais son économie qui repose essentiellement sur l'agriculture, se voit actuellement plus vulnérable aux aléas climatiques. D'où l'importance de valoriser et de renforcer la structure économique existante pour faciliter son adaptation aux chocs endogènes (aléas climatiques) et exogènes (crises).

Bibliographie

André Martens (2001), La finance islamique: fondements, théories et réalité, cahier n. 20-2001, Centre de recherche et développement en économique (C.R.D.E.) et Département de sciences économiques, Université de Montréal.

Anton Brender (2008), Sur la crise des subprimes, Analyses et documents économiques – n. 108-109 – Juin 2008.

Banque africaine de développement (2010), «Les perspectives économiques en Afrique 2010», rapport de recherche, Juin 2010.

Denis Durand (2008), Quelles mesures pour prévenir le retour des crises financières ? Analyses et documents économiques – N° 108-109 – Juin 2008

Dehove M. (2003), Crises financières: deux ou trois choses que nous savons d'elles. Que nous apprend l'approche statistique des crises financières?, Mimeo, CAE, Avril.

Jean-Christophe Le Duigou et Nasser Mansouri (2008), *Crise financière: Pourquoi faut-il poser les questions structurelles ?* Analyses et documents économiques – N° 108-109 – Juin 2008.

Nkunuzami Emmanuel (2007), La nouvelle dynamique politique en France, édition Harmatan 2007.

L'Économiste maghrébin (2009), Crise économique internationale et ses implications sur l'économie nationale, Bimensuel d'informations économiques, politiques et sociales, L'Économiste, Janvier 2009.

Mustapha Jouili (2009), Problématique de financement de l'investissement agricole en Tunisie, New Medit, Vol. VIII - n. 3/2009.

Omar Bessaoud, Michel Petit (2009), Les territoires ruraux méditerranéens, New Medit, Vol. VIII - n. 3/2009.

Programme des Nations Unies pour le développement (2006), Rapport sur le développement humain en Tunisie.

Robert Boyer, Mario Dehove et Dominique Plihon (2004), Les crises financières, Rapport réalisé en PAO au Conseil d'Analyse Économique Paris, 2004

Steiner Philippe (1995), Vilfredo Pareto et le protectionnisme: l'économie politique appliquée, la sociologie générale et quelques paradoxes. Revue économique, volume 46, Numéro 5 pp. 1241-1262

United Nations (2009), Rapport de suivi mondial des objectifs du millénaire pour le développement.

United Nations (2009), «Strengthening the Global Partnership for Development in a Time of Crisis», Millennium Development Goal 8 MDG Gap Task Force Report 2009. <http://www.lesechos.fr/info/finance/300194636.htm>